

Unité départementale du Littoral
Rue du Pont de Pierre
CS 60036
59820 GRAVELINES

GRAVELINES, le 26/12/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 04/11/2022

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

OPALE ENVIRONNEMENT

52 rue Clément Ader BP 136
62103 CALAIS

Références : H:_Commun\2_Environnement\01_Etablissements\Equipe_G4\OPALE ENVIRONNEMENT_Centre de tri_rue Marcel Doret_CALAIS_070.02411\2_INSPECTIONS\2022 11 04 Départ d'incendie\Opale environnement_calais_RAPVI_0007002411.odt
Code AIOT : 0007002411

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/11/2022 dans l'établissement OPALE ENVIRONNEMENT implanté ZAC Marcel Doret Rue Marcel Doret - BP 136 62103 CALAIS. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La présente inspection fait suite au départ d'incendie survenu le samedi 29 octobre 2022 aux alentours de 19h15 et qui a concerné une zone de stockage en extérieur de refus de tri de déchets non dangereux.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- OPALE ENVIRONNEMENT
- ZAC Marcel Doret Rue Marcel Doret - BP 136 62103 CALAIS
- Code AIOT : 0007002411
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société OPALE ENVIRONNEMENT exploite un centre de tri de déchets non dangereux et de collectes sélectives situé rue Marcel Doret à Calais. Les déchets ainsi triés sont le papier, le carton, le verre, la ferraille et le bois.

Les installations sont composées notamment :

- d'un bâtiment n° 1 contenant une ligne de tri utilisée pour les déchets industriels banals, les papiers et les cartons. Il contient également une presse pour la mise en balle des matières valorisables ;
- d'un bâtiment n° 2 contigu au bâtiment n°1. Il contient une ligne de tri qui servait au tri des collectes sélectives des ménages, le tapis d'alimentation de la presse à balle, les aires de réception et de tri de l'essentiel des déchets réceptionnés ainsi que les aires de stockage des refus de tri en attente d'enlèvement ;
- d'une zone de stockage en extérieur des produits valorisables ; sur la partie arrière du centre se situe la zone de stockage des matières valorisables en balles.

L'activité du site est autorisée par un arrêté préfectoral du 03 août 2011, complété par arrêté complémentaire du 4 avril 2015.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- suites du départ d'incendie survenu le 29 octobre 2022

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	INCIDENTS OU ACCIDENTS - Déclaration et rapport	Arrêté Préfectoral du 03/08/2011, article 2.4.1.	/	Sans objet
2	Eaux susceptibles d'être polluées	Arrêté Préfectoral du 03/08/2011, article 4.3.8.	/	Sans objet
3	Bassin de confinement	Arrêté Préfectoral du 03/08/2011, article 7.5.6.	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection a permis de constater que l'exploitant a mis en place des procédures spécifiques au traitement des incidents et que ces procédures sont bien suivies.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : INCIDENTS OU ACCIDENTS - Déclaration et rapport

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/08/2011, article 2.4.1.
Thème(s) : Risques chroniques, Déclaration et rapport
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : <p>L'exploitant est tenu à déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement.</p> <p>Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme.</p> <p>Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées à compter du jour de l'incident ou de l'accident.</p>
Constats : <p>L'exploitant a informé l'inspection de la survenue de l'incendie qui est survenu la veille par mel le dimanche 30/10/2022 à 7h22.</p> <p>L'exploitant a transmis à l'inspection, le 2/11/2022, un rapport d'incendie qui reprend notamment les éléments suivants :</p> <p>CHRONOLOGIE (samedi 29/10/2022) :</p> <ul style="list-style-type: none">- 19h18 : déclenchement de la caméra thermique - la société de vidéogardiennage OMEGA constate l'incendie ;- 19h21 : la société de vidéogardiennage appelle l'exploitant (le responsable du site) ;- 19h31 et 19h35 : Arrivée de l'exploitant et des pompiers sur le site ;- 20h30 : incendie sous contrôle ;- 20h30 à 2h30 (heure d'été) : sécurisation de la zone par retrait et arrosage des déchets ;- l'exploitant intervient le lendemain matin (30/10) à 4h45 puis à 8h suite à des reprises de combustion localisées. Nouvelle sécurisation de la zone le 30/10 au matin. Contrôle de l'absence de foyer le 31/10. <p>MATIERES CONCERNEES :</p> <p>Pas de matières dangereuses impliquées : les matières prises dans l'incendie sont uniquement des refus de tri de déchets non dangereux.</p> <p>CONSEQUENCES :</p> <p>Pas de conséquences humaines.</p> <p>L'incendie a impacté une zone de stockage des refus de tri d'une surface d'environ 180 m². Cette zone est délimitée par des blocs béton empilables sur 3 côtés ; une grande partie de ces blocs béton est endommagée ; l'exploitant prévoit de les remplacer.</p> <p>L'exploitant étudie la possibilité de mettre en place un système d'extinction automatique sur ce type de stockage.</p> <p>Au moment de l'inspection, l'exploitant n'avait pas encore identifié les causes de l'incendie.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Eaux susceptibles d'être polluées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/08/2011, article 4.3.8.
Thème(s) : Risques chroniques, Eaux susceptibles d'être polluées
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les eaux susceptibles d'être polluées sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées. Elles pourront éventuellement être évacuées vers le milieu récepteur après réalisation d'analyses permettant de les caractériser et accord de l'inspection des installations classées.
Constats : Au moment de l'inspection, les eaux d'extinction sont stockées dans le réseau d'assainissement du site, dans l'attente des résultats d'analyses permettant de les caractériser. Le volume de ces eaux est estimé à 120 m ³ environ (2 lances de 1 000 l/min mises en action pendant 1 heure). Une pompe doit être actionnée pour pouvoir renvoyer ces eaux vers le déshuileur situé en extrémité du réseau, avant son raccordement sur le réseau d'assainissement public de la zone industrielle. L'exploitant a transmis le 25/11/2022 à l'inspection le rapport d'analyses daté du 24/11/2022 réalisées par FLANDRES ANALYSES. Les résultats sur les prélèvements effectués le 8/11/2022 respectent les VLE imposées sur les rejets d'eaux pluviales de voiries par l'article 4.3.7. de l'AP du 3/08/2011, à savoir : - MES : 24 mg/l (VLE = 600 mg/l) - DCO : 362 mg/l (VLE = 2000 mg/l) - DBO5 : 37 mg/l (VLE = 800 mg/l) - azote total : 29,5 mg/l (VLE = 150 mg/l) - phosphore total : 1,38 mg/l (VLE = 50 mg/l) - hydrocarbures totaux : 0,6 mg/l (VLE = 10 mg/l) Au regard des résultats de ces analyses, les eaux polluées lors de l'incendie peuvent être évacuées vers le milieu naturel récepteur, c'est à dire la station d'épuration de la ville de Calais.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Bassin de confinement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/08/2011, article 7.5.6.
Thème(s) : Risques chroniques, Bassin de confinement
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : <p>La capacité de confinement (fosse, bassin extérieur, rehausse autour du bâtiment...), susceptible de recueillir l'ensemble des eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux d'extinction et de refroidissement), est étanche aux produits collectés et d'une capacité minimum de 360 m3 avant rejet vers le milieu naturel.</p> <p>Un dispositif (vanne de barrage par exemple) permet d'obturer les rejets eaux se déversant normalement au milieu naturel.</p> <p>Les organes de commande nécessaires à sa mise en service doivent pouvoir être actionnés en toute circonstance.</p> <p>La vidange des effluents potentiellement pollués suivra les principes imposés par l'article 4.3.7 traitant des eaux pluviales susceptibles d'être polluées.</p> <p>La mise en place de l'ensemble des dispositions concourant au confinement du site fera l'objet d'une procédure de la part de l'exploitant et sera transmise à l'Inspection des Installations Classées au plus trois mois à compter de la notification du présent arrêté.</p>
Constats : <p>L'exploitant présente un plan du site localisant l'ensemble des volumes de confinements disponibles. Le volume total de ces capacités est de 369,66 m³ répartis en 11 zones.</p> <p>A noter que la zone n°11 nécessite la mise en place de rehausse de type barrages souples.</p> <p>Une vanne d'isolement est placée en sortie du déshuileur, juste avant le raccordement au réseau public, en façade Nord du site, rue Marcel Doret). Au moment de l'inspection, cette vanne est maintenue en position fermée et permet le maintien en confinement des eaux polluées.</p> <p>Cette vanne est facilement accessible et sa position est signalée par une pancarte. La clé de manœuvre de cette vanne est rangée à proximité, accrochée au mur d'enceinte.</p> <p><u>OBSERVATION N°1</u> : la signalisation du dispositif sera améliorée par la pose d'une pancarte supplémentaire indiquant la présence de la clé de manœuvre.</p> <p>Les mises en place des dispositions de confinement sont précisées dans les procédures écrites internes suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none">• procédure référencée S2 IN 002 OPALE V1 mise à jour le 12/12/2019 "mesures à prendre en cas de déversement accidentel" . Cette procédure précise les différentes étapes à suivre pour contenir un déversement accidentel ;• procédure référencée R5-TRI.DnD-PR-002-OPALE-v2 du 3/12/2018 "gestion des eaux" ;• procédure R5-TRI.DnD-FO-003-OPALE-v2 du 28/12/2018 "autocontrôle des arrêts d'urgence, extincteurs/RIA, trappes de désenfumage et vanne de séparation". <p><u>OBSERVATION N°2</u> : les procédures de mise en œuvre des dispositifs de confinement sont à compléter par les mesures spécifiques liées à la mise en place des systèmes de type "barrages souples" sur la zone de confinement n°11.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet